

8/04/2013

GOUVERNER, C'EST TOUJOURS MENTIR AUX EXPLOITÉS

L'aveu de Cahuzac a déclenché une crise politique, dont on ne peut pas savoir quand ni comment elle finira. Pour révoltante qu'elle soit, la fraude n'en est pas moins banale et il y a sûrement du côté de la bourgeoisie des fraudeurs qui le font avec des sommes autrement plus élevées.

Mais Cahuzac était, il y a moins d'un mois encore, ministre du Budget, censé combattre les fraudeurs et ce monsieur, qui prônait l'austérité, ne se l'appliquait pas à lui-même. Quant à Hollande et Ayraut, qui avaient fait de la probité et du désintéressement leur marque de fabrique, les voilà ayant choisi pour ministre du Budget un ripou qui a mangé à tous les râteliers, de la fraude fiscale en passant par le conflit d'intérêt !

La droite et l'extrême droite n'ont pas manqué de s'engouffrer dans la brèche, les uns demandant la démission du gouvernement, les autres la dissolution de l'Assemblée nationale. Mais au fil des révélations, on apprend que l'homme de gauche Cahuzac a sauvé la mise à l'homme de droite Woerth à propos de la vente de l'hippodrome de Compiègne. On apprend que l'intermédiaire qui a ouvert un compte en suisse pour Cahuzac est un avocat spécialisé dans les montages fiscaux, proche de Marine Le Pen !

Cahuzac est loin d'être un cas isolé. Les dirigeants de l'État sont à l'image de la société capitaliste : pourris par l'argent. L'individualisme et l'enrichissement sont les valeurs suprêmes de la bourgeoisie qui dirige la société. L'exploitation, le vol du travail salarié en sont ses fondements légaux. Frauder au fisc n'est qu'un à-côté qui va de soi, une seconde nature pour tout bourgeois qui se respecte !

Une telle société ne peut qu'engendrer des politiciens aussi cupides que dénués de scrupules. Et les mesurettes de Hollande n'y changeront rien, les indignations et les appels à la moralisation de la vie politique non plus, et changer le numéro de la République, passer de la V^e à la VI^e, pas plus.

Ceux des classes populaires qui ont voté pour Hollande n'ont pas attendu le coup de théâtre de Cahuzac pour se sentir trahis. La déconsidération profonde du gouvernement est le fruit de sa politique et de ses propres mensonges.

Hollande s'est fait élire en promettant de s'en prendre aux licenciements : mensonge ! Il s'est fait élire en s'engageant à ne pas augmenter la TVA : mensonge ! Il a dénoncé la réforme des retraites de Sarkozy, laissant croire qu'il reviendrait dessus : mensonge !

En ce moment, le gouvernement veut faire approuver par le Parlement la loi dont il dit qu'elle sécurisera l'emploi : mensonge encore ! Cette loi va flexibiliser et précariser encore plus la situation des travailleurs car elle donne la possibilité au patronat de licencier plus vite, moins cher. Le patronat pourra baisser le temps de travail, il pourra baisser les salaires en fonction de ses affaires. Il pourra imposer la mobilité forcée.

Le gouvernement et le patronat prétendent que cette flexibilité accrue sauvera des emplois. Mais la flexibilité s'est imposée depuis longtemps dans toutes les entreprises, en quoi a-t-elle empêché les suppressions d'emplois ?

Cette loi ne permettra pas de lutter contre le chômage mais elle agravera l'exploitation, elle donnera plus d'armes légales au chantage patronal. Voilà ce que le gouvernement, le patronat et les confédérations syndicales signataires de ces accords compétitivité vantent comme « un résultat historique du dialogue social » !

Eh bien, les travailleurs qui refusent ces reculs n'ont pas à se sentir liés par les signatures des dirigeants syndicaux. Mardi 9 avril une manifestation est appelée par la CGT, FO, SUD et la FSU pour dénoncer ce projet de loi, il faut en être.

Pour faire reculer le gouvernement il faudrait plus que cela. Il faudrait une réaction massive du monde du travail, capable de bloquer l'appareil productif, mais un tel rapport de force doit se préparer.

Pour cela il faudrait que les confédérations syndicales en défendent la nécessité et la perspective. Qu'elles se montrent fermes et déterminées elles-mêmes, avec un plan d'action. Au lieu de cela, il n'y a que des journées isolées et mal préparées.

Il est d'autant plus important que ceux qui ne se résignent pas à encaisser les coups patronaux le disent. Il faut dire, aussi bien au gouvernement qu'aux directions syndicales, que les reculs sociaux ne se feront pas avec l'accord de tous les travailleurs, qu'il y a ne serait-ce qu'une minorité, qui n'accepte pas de baisser les bras.

La crise économique, sociale et politique rend d'autant plus nécessaire et urgente la mobilisation des travailleurs pour leurs intérêts.

Pour les copains, on lâche rien !

Mercredi dernier a eu lieu la deuxième réunion de négociation sur l'annulation de toutes les sanctions disciplinaires et des poursuites pénales.

Peugeot a dû annuler les 10 nouvelles mises à pied. Pour le reste, elle parle d'une nouvelle réunion dans 10 jours, faisant semblant de ne pas être pressée.

Sauf que notre paye de grève d'avril est déjà quasiment faite, et que nous, on n'a pas besoin de voitures. Alors, c'est nous qui ne sommes pas pressés !

Coup de bluff

Mardi dernier, c'était la consultation des CHS-CT sur le PSE. Sous prétexte que quelques dizaines de grévistes sont venus assister aux réunions, 10 mises à pied conservatoire à effet immédiat ont été distribuées au hasard.

PSA voulait jouer aux durs, et tester la résistance des grévistes. Mais c'est le patron qui a dû reculer et faire marche arrière sur ces menaces.

Et la grève continue, toujours aussi déterminée.

Ridicule

Mercredi, la direction avait tellement peur de voir les grévistes s'inviter une nouvelle fois dans les CHS-CT, qu'elle a tenu les réunions à la Grande Armée, sous la protection de 14 cars de CRS.

Le directeur dans son bunker, les gilets jaunes, les huissiers... ça ne lui suffit plus. Bientôt la direction va demander un abri anti-atomique pour s'y réfugier !

Où on veut, quand on veut

Jeudi, les grévistes sont allés perturber l'inauguration d'un salon par la ministre Marylise Lebranchu. La ministre, qu'on avait déjà vue au Congrès des maires, a été bien obligée d'entendre nos revendications : levée de toutes les sanctions !

Ils n'ont pas fini d'entendre parler de nous : on retournera les voir aussi souvent qu'il le faudra !

Pas pressés de prendre la porte

À la préparation des portes en équipe A, le RU essaye de faire pression sur les ouvriers pour qu'ils prennent plusieurs postes. Sans beaucoup de succès, car personne n'a envie de casser la grève.

S'il a envie de se faire bien voir du patron, il peut toujours essayer de faire tourner la ligne tout seul.

Ils quittent le navire

Depuis des mois les cadres nous cassent les oreilles pour nous faire accepter la fermeture, le PSE, les reclassements. Ils nous disent qu'il y aurait des postes à Poissy pour tous ceux qui travaillent en Peinture.

Mais à quel poste ? Celui qu'on veut ? Pas pour un RU de la Peinture, en tout cas, qui est parti à Poissy et n'a trouvé qu'un poste de technicien.

Sans commentaire.

Contre tous les licenciements

De plus en plus d'ouvriers intérimaires sont mis en fin de mission. Le plan de fermeture d'Aulnay, c'est déjà des centaines de ces camarades renvoyés à Pôle emploi.

C'est justement contre ça que les ouvriers se sont mis en grève.

Zéro de conduite

En même temps que l'équipe du soir est mise au chômage, la direction d'Aulnay revoit ses objectifs de production. Elle voudrait qu'on fabrique 250 voitures par jour. Jusqu'à la semaine dernière, l'objectif de production officiel était toujours de 704 voitures par jour.

Mais zéro sur 250 ou zéro sur 704, c'est toujours zéro.

Ça fume dans leurs cervaeaux

PSA se vante une nouvelle fois d'être l'entreprise qui dépose le plus de brevets.

Les brevets techniques ça les connaît. Mais les « brevets de régression sociale » aussi, comme l'accord sur l'augmentation du temps de travail qu'ils vont discuter à Poissy.

Ils ont aussi voulu passer le « brevet de briseurs de grève », mais ils l'ont raté. On est trop déterminés pour eux.

On risque pas de pleurer

D'après la presse, PSA a subi une baisse des ventes de 23,6 %. Mais ça inclut, bien sûr, les 30 000 C3 perdues du fait de la grève d'Aulnay.

La direction paye cher son entêtement.

Des députés aux ordres

Les députés s'apprêtent à voter l'accord dicté par le Medef. Ils vont faire semblant de discuter des virgules, mais ils sont d'accord pour imposer aux travailleurs des baisses de salaires et la flexibilité selon le bon vouloir des patrons.

Non seulement PSA veut fermer Aulnay et licencier 11 200 salariés, mais elle veut imposer les mêmes reculs à tous ceux qui restent.

Allons tous manifester contre cette loi pourrie !

Mardi 9 avril, 14 heures,

à Montparnasse.

Départ porte 3 à 12h 30.

Fête de Lutte Ouvrière

La fête de Lutte Ouvrière se tiendra le week-end de la Pentecôte, les 18, 19 et 20 mai. Parmi les nombreuses activités, dégustations et spectacles, un débat sur notre grève se tiendra le samedi à 17 heures, et un débat sur les travailleurs de l'automobile, en France et aux États-Unis, le dimanche à midi.

Il vous reste moins d'une semaine pour profiter du prix d'entrée à 12 euros pour les trois jours !